

DOCUMENT DE TRAVAIL

DT/2006-05

# Les quartiers pauvres à Antananarivo : enfermement ou support ?

*Jean-Michel WACHSBERGER*

DIAL • 4, rue d'Enghien • 75010 Paris • Téléphone (33) 01 53 24 14 50 • Fax (33) 01 53 24 14 51  
E-mail : [dial@dial.prd.fr](mailto:dial@dial.prd.fr) • Site : [www.dial.prd.fr](http://www.dial.prd.fr)

# LES QUARTIERS PAUVRES A ANTANANARIVO : ENFERMEMENT OU SUPPORT ?<sup>1</sup>

Jean-Michel Wachsberger<sup>2</sup>  
ERIS, DIAL, Paris  
[jean-michel.wachsberger@ensae.org](mailto:jean-michel.wachsberger@ensae.org)

**Document de travail DIAL**

Mars 2006

## RESUME

Les quartiers pauvres d'Antananarivo sont un agrégat concentré de tous les maux urbains : menace d'inondation pendant la saison des pluies, entassements humains, quasi-absence d'accès à l'eau courante, fréquence des problèmes de drogue et de violence, mauvaise réputation, etc. Ces aspects négatifs sont d'autant plus susceptibles d'affecter le bien-être et les trajectoires sociales des adultes y logeant que ceux-ci y sont fréquemment nés et y demeurent comme enfermés. Pourtant, les habitants de ces quartiers ne souhaitent pas déménager et expriment même fréquemment le désir de rester dans leur quartier. Pour identifier les raisons qui président à un tel attachement au quartier, le travail présenté ici utilise les données fournies par une enquête représentative menée à Antananarivo en 2003 auprès de 2.807 individus de ménages différents. Les résultats de l'analyse statistique montrent qu'en dépit des nombreux handicaps que ces quartiers présentent, ils constituent bien souvent pour les individus y logeant un support identitaire d'autant plus important que les autres types de support sur lesquels ils pourraient compter sont déficients.

**Mots clefs:** Effets de quartier, supports sociaux, pauvreté, inégalités

## ABSTRACT

The poor neighbourhoods of Antananarivo present an amalgamation of all urban ills: threat of flooding during the rainy season, overcrowded living conditions, almost complete lack of access to running water, frequent problems of drugs and violence, bad reputation, etc. These negative aspects are all the more likely to have an impact on the well-being and social trajectories of the adults who live in these areas since they were often born there and stay there as if imprisoned. However, the people living in these areas do not want to move and even frequently express the wish to remain in their neighbourhood. To identify the reasons underlying this attachment to an area, the work presented here uses the data supplied by a representative survey carried out in Antananarivo in 2003 on a sample of 2,807 individuals from different households. The results of the statistical analysis show that despite the many handicaps to be found in the poor neighbourhoods, people have a sense of belonging there that provides them with a common identity. This is all the more important since they lack other means of establishing their social identity.

**Key Words :** Neighbourhood effects, social support, poverty, inequalities

**JEL Code :** I31, I32

---

<sup>1</sup> Communication présentée à la Conférence Internationale de l'IAS (International Sociological Association), "Cities As Social Fabric: Fragmentation And Integration/", Paris, 30 Juin - 2 juillet 2005.

<sup>2</sup> Merci à François Roubaud pour son accompagnement régulier et stimulant. Merci également à P. De Vreyer pour sa lecture finale et ses commentaires critiques.

## Table des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>1. SOCIOGRAPHIE DES QUARTIERS.....</b>	<b>5</b>
1.1. Frontières et différenciations .....	5
1.2. Caractéristiques des quartiers pauvres.....	7
<b>2. LES QUARTIERS PAUVRES COMME SUPPORT.....</b>	<b>10</b>
2.1. La notion de support.....	10
2.2. Les quartiers pauvres : un support identitaire.....	12
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>19</b>

## Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Polarisation des voisinages .....</i>	<i>6</i>
<i>Tableau 2 : Caractéristiques des logements et de l'environnement selon le type et le niveau de revenus moyen du quartier.....</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 3 : Composition sociologique des quartiers.....</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 4 : Problèmes de violence et de drogue selon le niveau de richesse du quartier (en %).....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 5 : Ancrage dans le quartier .....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 6 : Structure des ménages par type de quartiers.....</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 7 : Pourcentage d'individus ayant de la famille et/ou des amis dans leur quartier de résidence.....</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 8 : Participation aux activités d'une association (en %).....</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 9 : Pourcentage d'individu ayant reçu ou pouvant compter sur une aide par type de quartier.....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 10 : reconnaissance par l'entourage selon le type de quartier .....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 11 : L'attachement au quartier selon le type de quartier : modèles logit cumulatif.....</i>	<i>16</i>

## Liste des figures

<i>Figure 1 : Répartition des quartiers selon leur niveau de richesse et leur degré de concentration.....</i>	<i>7</i>
<i>Figure 2 : Stabilité et mobilité de quartier.....</i>	<i>9</i>

## INTRODUCTION

Située sur les hauts plateaux malgaches, Antananarivo est construite sur et autour d'une série de collines, dont la plus haute, celle d'Analamanga culmine à 1.468 mètres d'altitude. La ville n'a pris son essor qu'à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, en même temps que le royaume Merina<sup>3</sup>. Elle comptait à la fin du règne de Radama 1<sup>er</sup> en 1828 de 30.000 à 35.000 âmes groupées autour du palais (Le Rovala) et du marché (Vennetier, 1999). A la veille de la colonisation, Tananarive ne comprenait encore que 50.000 habitants. La circulation des charrettes y était impossible et les habitations étaient seulement accessibles par des petites ruelles et de nombreux escaliers (Faivre, 2000).

Une première accélération se produit pendant la période de colonisation (de 1895 à 1960) au cours de laquelle un certain nombre d'infrastructures sont créées (routes carrossables, place pour le marché, gare). Sur les collines moins élevées entourant la Ville Haute (où se situe l'ancienne cité royale), se développe alors ce qui forme la Ville Moyenne où se trouve le centre administratif de la colonie avec la résidence du gouverneur général, tandis que le remblai de certaines zones de la plaine rizicoles entourant les collines (vallon d'Analakely) permet l'extension de la Ville Basse qui accueille le nouveau marché et un quartier d'affaires (Rajaonah, 2003). Néanmoins en 1960, la population, bien qu'elle ait été multipliée par cinq depuis le début du siècle, ne s'élève encore qu'à 250.000 personnes. De la décolonisation à nos jours, la population connaît une nouvelle accélération avec une densification de la population des « bas quartiers<sup>4</sup> » et l'extension des départements connexes qui sont Antananarivo Atsimondrano à l'Ouest (8 communes), Antananarivo Avaradrano au sud-est (3 communes), Ambohidratrimo au nord (3 communes). La population quintuple alors une nouvelle fois pour atteindre 1.309.000 habitants en 2003 (dont 1.036.000 dans la capitale administrative)<sup>5</sup>.

Ce développement considérable<sup>6</sup> peut à bien des égards s'apparenter à celui qu'ont connu les villes occidentales au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle. Chicago, bourgade de 4.500 habitants en 1840 en compte 2,7 millions en 1920 (Chapoulie, 2001). Entre 1800 et 1850, la ville de Paris voit doubler le nombre de ses habitants qui passe de 500.000 à 1.000.000 tandis que la population des faubourgs est multipliée par trois (Donzelot, 2003). A Chicago comme à Paris, l'essor urbain s'explique en bonne partie par l'arrivée de paysans rejetés des campagnes et attirés par l'essor industriel. Or les premières analyses de sociologie urbaine menées au début du XX<sup>ème</sup> siècle ont tout particulièrement insisté sur les transformations des relations sociales au sein des grandes métropoles. Elles ont d'une part souligné la modification des comportements individuels allant dans le sens d'une plus grande individuation, soit d'un détachement des individus les uns des autres. Mais elles ont aussi mis en évidence des logiques de *dissociation-resocialisation* (Simmel, 1903) ou de *désorganisation-reconstruction* (Thomas et Znaniecki, 1916) conduisant à un renouvellement des formes de solidarité et à une différenciation spatiale de celles-ci (McKenzie, 1921). Le quartier de résidence a pu alors être décrit comme étant au centre de nouvelles appartenances. Dans article célèbre de 1925, Park (p. 89) note par exemple que *dans la vie urbaine, la proximité et les contacts de voisinage sont la base des formes les plus simples et les plus élémentaires d'association*. Il indique également (p. 128) que *les forces à l'œuvre dans la répartition et la ségrégation des populations urbaines font que chaque quartier peut revêtir la forme d'une « région morale », c'est-à-dire d'un espace où prévaut un code de moral spécifique*.

La présente étude entend poursuivre cette réflexion sur les relations de voisinage en portant le regard sur les quartiers pauvres de la capitale malgache. Plus précisément il s'agit de tester l'éventuelle existence d'« effets de quartier ». En définissant le quartier comme un espace urbain délimité par des frontières physiques (limites d'une entité administrative, routes, cours d'eau, voies ferrées, ...) et/ou subjectives (perception du quartier par ses membres ou par les membres des autres quartiers) et par des éléments spécifiques de morphologie sociale (densité de population, composition sociologique, nature de l'activité, caractéristiques urbanistiques), on fait l'hypothèse que le quartier est susceptible de

<sup>3</sup> Les Merina forment un groupe ethnique d'origine asiatique dont les ancêtres ont leur tombeau dans la région de l'Imerina sur les Hautes Terres de Madagascar.

<sup>4</sup> Nom donné par le Malgaches aux quartiers de la ville basse.

<sup>5</sup> Sources : enquête 1-2-3 pour 2003. Voir Ravelosoa et Roubaud (1996) pour les évolutions de longues période.

<sup>6</sup> Il est cependant nettement moins rapide que celui constaté dans de nombreuses capitales d'Afrique subsaharienne sur la même période.

structurer la vie sociale des individus qui le composent (qualité de vie, mode de vie, identité, ...) et d'influencer leurs trajectoires sociales. L'appartenance à un quartier défavorisé peut par exemple constituer un handicap pour l'insertion des individus, du fait de son image négative à leurs yeux et/ou à ceux des autres, de son éloignement des zones d'emploi, de ses conditions de vie dégradées qui peuvent avoir un effet délétère pour la santé, etc. (Wilson, 1987). Mais il se peut à l'inverse que cette appartenance soit l'occasion de développer des relations sociales spécifiques susceptibles de constituer un support moral ou matériel. Dans ce sens le quartier pourrait se rapprocher d'une communauté<sup>7</sup> (réseau de relations interpersonnelles, lieu de résidence commun, sentiments et activités solidaires). Lieu de mémoire, d'émotion et d'affectivité, Il peut aussi participer à la structuration des identités de ses habitants (Noschis, 1984).

La méthode employée ici est cependant radicalement différente de celles de la première écologie urbaine puisqu'elle repose essentiellement sur un traitement statistique de données quantitatives. On exploite en effet les données d'une enquête réalisée en 2003 auprès d'un échantillon représentatif de 2.807 adultes de la capitale malgache. Cette enquête fait partie du programme de recherche international SIRS (Santé, Inégalités, Ruptures Sociales) analysant les relations croisées entre les inégalités, les ruptures sociales et la santé dans quelques grandes métropoles (Abidjan, Antananarivo, New-York, Paris, Sao Paolo, Varsovie). A Antananarivo, l'enquête a constitué un module de l'enquête 1-2-3<sup>8</sup>, réalisée chaque année dans le cadre d'une collaboration entre DIAL<sup>9</sup> et l'INSTAT<sup>10</sup> auprès de 3.019 ménages (donnant des informations sur plus de 12.000 personnes). Cette enquête constitue une mine (plus de 400 variables) de données sociologiques inédites pour un pays africain. Les connaissances sur les villes Africaines relèvent en effet rarement d'une approche sociologique et reposent encore plus rarement sur des données quantitatives<sup>11</sup>.

## 1. SOCIOGRAPHIE DES QUARTIERS

### 1.1. Frontières et différenciations

Dans le cadre d'une étude quantitative sur les quartiers se posent deux questions essentielles. La première est celle de la détermination des frontières des quartiers. La deuxième est celle de la détermination des critères de différenciation et d'ordonnement des quartiers.

Les individus sont systématiquement questionnés, dans l'enquête SIRS, sur leur logement, leur quartier et leurs relations de voisinage. Les quartiers ne sont cependant jamais nommés. Leur délimitation relève donc de la subjectivité de chaque personne enquêtée. On sait, grâce à des enquêtes plus spécifiques (Benoît-Guilbot, 1986, Authier, 2001), que le quartier est souvent à « géométrie variable », pouvant se réduire à la rue ou au pâté de maison pour certains comme s'étendre à un très large périmètre pour d'autres. Cela pose un indéniable problème d'agrégation des réponses, dans la mesure où rien ne garantit que les personnes d'un même voisinage aient identifié leur quartier de la même façon. Pourtant, l'organisation administrative de la ville permet de supposer que les Tananariviens assimilent leur quartier au *Fokontany*. Le *Fokontany* est la plus petite entité administrative malgache. Pour Antananarivo Renivohitra (la capitale administrative), on compte par exemple 192 *Fokontany* dirigés par un président nommé par le maire sur proposition de la population réunie en assemblée générale. Ce dernier joue le rôle traditionnel de chef de village (en zone rurale, les *Fokontany* sont d'ailleurs des villages). Par exemple, avant de loger un étranger dans le quartier, les habitants sont censés en informer le président (Il en est de même lorsque l'on veut réaliser une enquête dans le *Fokontany*<sup>12</sup>). Cette organisation politique des *Fokontany* fait qu'ils sont clairement identifiés

<sup>7</sup> Pour une discussion sur les rapports entre quartier et communauté, voir Wellman et Leighton, 1981

<sup>8</sup> L'enquête 1-2-3 est un dispositif d'enquêtes légères auprès des ménages créé par DIAL et qui permet de suivre l'évolution de l'emploi, du secteur informel et de la pauvreté dans les PED.

<sup>9</sup> DIAL est une Unité de Recherche de l'IRD et un groupement d'intérêt économique.

<sup>10</sup> Institut National de la Statistique Malgache

<sup>11</sup> Antananarivo échappe cependant à cette règle dans la mesure où le partenariat DIAL-l'INSTAT a permis de 1995 à 2003 de produire un très grand nombre d'enquêtes statistiques sur des questions économiques mais aussi démographiques et sociologiques (voir par exemple : Ravelosoa et Roubaud 1996, Madio 1997, Razafindratsima 1997, Madio 1998, Antoine et Alii 2000, Razafindrakoto et Roubaud 2001).

<sup>12</sup> L'Association des Volontaires du Progrès rend ainsi compte des difficultés rencontrées lors de la réalisation d'une enquête dans des quartiers déshérités : « d'autre part nous avons omis de demander des autorisations aux mairies et *fokontany*, ce qui a provoqué quelques malentendus. Ainsi, les premières personnes contactées ne se présentaient pas au rendez-vous, ou étaient très mal à l'aise, comme

par les Tananariviens. Ils ont par exemple très souvent leurs clubs sportifs et les associations de quartier y sont fréquentes. Or, le plan de sondage retenu à Antananarivo nous permet de faire des analyses par *Fonkontany*. Celui-ci a utilisé en effet la technique des enquêtes aréolaires stratifiées à deux degrés, le premier consistant en un tirage de segments (constitués dans la plupart des cas de *Fokontany*) de l'agglomération urbaine d'Antananarivo<sup>13</sup>, et le second sélectionnant des ménages<sup>14</sup> dans ces segments. Au second degré, l'échantillon de ménages a été constitué par tirage aléatoire systématique de ménages sur liste, ces ménages ayant été exhaustivement dénombrés dans l'ensemble des 108 segments (Madio, 1997). Les ménages tirés dans chaque zone de dénombrement donnent donc une image approchée des quartiers (*Fokontany*) à partir de laquelle il est possible de faire des analyses et de tester des hypothèses<sup>15</sup> (pour les modules de l'enquête 1-2-3 dont le module SIRS, un troisième degré a consisté en un tirage aléatoire d'une personne adulte dans chaque ménage).

Une première analyse des différenciations spatiales entre zones de dénombrement permet de constater que les ménages ne sont pas répartis aléatoirement sur le territoire mais que leur regroupement suit au contraire des logiques sociales spécifiques. Par exemple, 6,5 % des voisinages ne comptent aucun ménage du premier décile de revenu par unité de consommation (UC)<sup>16</sup>, soit 9,3 fois la proportion qu'on aurait dû constater si les ménages avaient été répartis au hasard sur le territoire. Cela indique l'exclusion des plus pauvres d'un grand nombre de quartiers. A l'autre extrémité de l'échelle des revenus, on constate que les voisinages sans ménage du dernier quartile de revenu par UC sont 6,6 fois plus fréquents qu'en cas d'équirépartition. On retrouve ces inégalités de distribution lorsqu'on considère le niveau d'étude du chef de ménage. 16,8 % des voisinages ne comptent aucun ménage dont le chef a un niveau d'étude supérieur au baccalauréat ce qui est 4,8 fois supérieur à ce que l'on aurait dû constater si la répartition avait été aléatoire. Il y a donc une relative concentration des ménages les plus diplômés dans certains quartiers<sup>17</sup>.

**Tableau 1 : Polarisation des voisinages**

	Proportion dans l'ensemble des ménages	% de voisinages dans lesquels	
		la proportion est nulle parmi les ménages	la proportion serait nulle si la mixité était parfaite <sup>18</sup>
Ménages à faible revenu (premier décile)	10,0	26,8	10,3
Ménages du premier quartile (pauvres)	25,0	6,5	0,7
Quatrième quartile (riches)	25,0	4,6	0,7
Ménage à fort revenu (dernier décile)	10,0	24,1	10,3
Dont le chef a le CEPE ou moins	35,5	1,8	0,1
Dont le chef a fait des études supérieures	15,5	16,7	3,5
Dont le chef n'est pas né à Antananarivo	20,8	4,6	1,4

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs.

apeurées. Nous avons été soupçonnées de venir prendre des enfants pour les adopter, beaucoup de "murmures" ont couru, provoquant la suspicion et le refus ». (AFVP, 2002)

<sup>13</sup> Les limites de la conurbation ont été obtenues à partir d'une mosaïque de photo-aériennes récentes (février 1994) de la ville après validation sur le terrain. L'agglomération est définie comme un ensemble d'habitations connexes (les solutions de continuité ne devant pas dépasser 200 mètres), englobant la ville administrative d'Antananarivo Renivohitra (Madio, 1997)

<sup>14</sup> La définition du ménage retenue est la suivante : groupe de personnes avec ou sans lien de parenté, vivant sous le même toit ou dans la même concession, prenant leur repas ensemble ou par petits groupes, mettant une partie ou la totalité de leurs revenus en commun pour la bonne marche du groupe, et dépendant du point de vue des dépenses d'une même autorité appelée "chef de ménage"

<sup>15</sup> On ne prétend évidemment pas pour autant qu'ils constituent un échantillon parfaitement représentatif du quartier dans la mesure où le faible nombre de ménages tirés (28 en moyenne) implique des intervalles de confiance très larges.

<sup>16</sup> Le revenu du ménage par unité de consommation correspond au revenu mensuel total divisé par la somme des poids respectifs de chaque individu dans la consommation du ménage. Ces poids ont pu être estimés à Antananarivo à un pour le premier adulte, 0,8 pour le second et 0,7 pour chacun des autres enfants (Ravelosoa, 1999). Cette échelle d'équivalence estimée est très différente de celles utilisées dans les études menées dans les pays riches (L'échelle d'Oxford retient par exemple 0,7 pour l'adulte supplémentaire et 0,5 par enfant). Elle tient compte du fait qu'il n'existe que de très faibles économies d'échelle à l'intérieur des ménages malgaches.

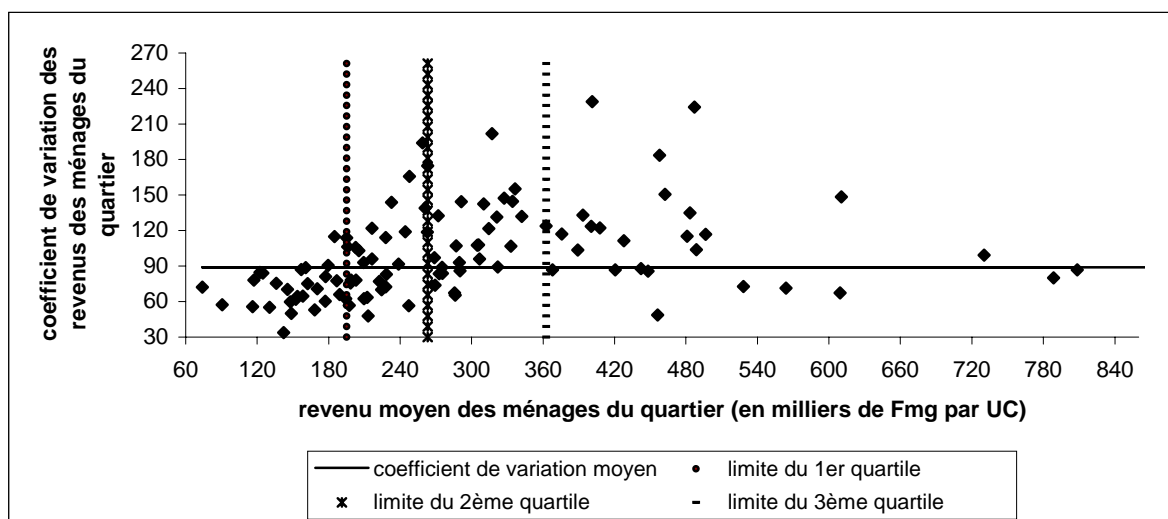
<sup>17</sup> Cette façon de rendre compte des inégalités de répartition spatiale a été imaginée par E. Maurin (2004). La polarisation spatiale qu'il constate pour la France est plus importante que celle que nous trouvons. Cependant ses données ne sont pas comparables aux nôtres dans la mesure où ses voisinages sont des grappes d'une vingtaine de logements **contigus** (Goux et Maurin 2004). La probabilité de concentration (des riches ou des pauvres) est donc plus grande du fait que l'espace est plus réduit.

<sup>18</sup> On a calculé ici pour chaque voisinage la probabilité de ne trouver aucune personne ayant une des caractéristiques étudiées (revenu, niveau d'étude, ...) si cette caractéristique était répartie de manière aléatoire sur le territoire. (Par exemple dans un voisinage de 20 ménages, la probabilité de ne trouver aucun ménage du premier décile est (1-0,10)<sup>20</sup> soit 12,2 %. (CF Maurin, 2004). Les données du tableau sont la moyenne de ces proportions.

D'autres inégalités de distribution sont repérables (par exemple, les ménages dont le chef est migrant ne sont pas non plus équitablement répartis dans l'espace urbain). Nous n'avons cependant distingué les quartiers dans la suite de ce travail qu'à partir du critère de revenu des ménages. En effet celui-ci nous paraît condenser en partie d'autres indicateurs souvent étroitement liés au revenu. C'est notamment le cas du diplôme du chef de ménage. Les ménages les plus riches (quatrième quartile) sont aussi ceux dans lesquels le chef a le plus fréquemment un niveau d'étude supérieur au baccalauréat (40 %) et le moins souvent un niveau d'étude inférieur ou égal au CEPE (10 %). A l'inverse, les ménages les plus pauvres ont très rarement un chef ayant fait des études supérieures (2 %) et fréquemment un chef au faible niveau d'étude (58 %) (C'est aussi dans une moindre mesure le cas des ménages dont le chef est migrant. Ces derniers sont plus souvent des ménages riches (Madio, 1998)<sup>19</sup>.

Nous distinguerons donc dans la suite de cette étude les quartiers selon le revenu moyen des ménages y logeant. En effet, le revenu moyen du quartier résume de façon assez satisfaisante les quartiers pauvres dans la mesure où la distribution relative des revenus des ménages dans ces quartiers (mesurée par le coefficient de variation soit, en pourcentage, l'écart-type de la distribution des revenus rapporté à la moyenne) est très faible (Figure 1). Nous appellerons dans la suite de ce texte « quartiers pauvres » les 25 % de quartiers qui ont les revenus moyens par unité de consommation les plus bas (quartile pauvre), et « quartier riche » ceux faisant partie des 25 % qui ont les revenus moyens par unité de consommation les plus élevés (quartile riche).

**Figure 1 : Répartition des quartiers selon leur niveau de richesse et leur degré de concentration**



Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs.

## 1.2. Caractéristiques des quartiers pauvres

Les quartiers pauvres apparaissent en moyenne comme fortement dégradés.

Dans ces quartiers, une infime proportion d'individus a l'eau courante (8 %) et des WC avec fosse septique (2 %) alors que c'est le cas de la majorité des habitants des quartiers riches (respectivement 64 % et 52 %). L'environnement apparaît également plus dégradé, tant sur le plan de l'entretien des bâtiments que de la propreté en général. Les enquêteurs ont noté en effet plus fréquemment que les bâtiments étaient en mauvais ou très mauvais état et que des papiers ou ordures étaient jetés ou éparpillés par terre. Les quartiers pauvres sont aussi caractérisés par leur forte densité de population par logement. On y compte en effet en moyenne 2,6 personnes par pièce (3,1 dans les quartiers du premier quintile) contre 1,9 dans les quartiers riches. Enfin, d'un point de vue géographique, les quartiers pauvres sont presque tous situés dans la Ville Basse. Ils constituent ainsi ce que les

<sup>19</sup> On a là une particularité des migrations urbaines à Antananarivo. La capitale « draine les élites scolaires » des autres régions.

Malgaches appellent « les bas quartiers » en opposition à la Ville Haute (où se trouve le Rova, palais royal) et aux quartiers riches environnants de la Ville Moyenne. Cette Ville Basse, nous l'avons rappelé plus haut, se développe en partie sur des anciennes rizières parfois mal remblayées. Une bonne partie de ses habitations y est ainsi exposée au risque récurrent d'inondations pendant la saison des pluies et donc de maladies infectieuses ou diarrhéiques, comme le choléra ou la tuberculose (Randremanana et Alii, 2001).

**Tableau 2 : Caractéristiques des logements et de l'environnement selon le type et le niveau de revenus moyen du quartier**

Type de quartier	Premier quintile	Pauvre (Q1)	Q2	Q3	Riche (Q4)	ensemble
Maison en dur	40	39	50	66	77	56
Accès à l'électricité	50	56	79	84	91	74
Raccordement à l'eau	7	8	23	32	64	27
WC avec fosse septique	2	2	8	15	52	15
Manque de propreté	42	40	34	25	17	30
Dégradation des bâtiments	38	35	18	9	7	18
Nombre moyen de personnes par pièce	3,1	2,6	2,6	2,2	1,9	2,7

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs

Les quartiers se distinguent aussi par leur composition sociologique. Comme nous l'avons indiqué plus haut, le niveau général de formation est d'autant plus faible que le quartier est pauvre. Dans les quartiers pauvres, 53 % des chefs de ménage n'ont jamais fréquenté le collège (58 % dans les quartiers du premier quintile) et seuls 3 % d'entre-eux ont fait des études supérieures, contre respectivement 21 % et 30 % des chefs de ménage habitant dans les quartiers riches. Les quartiers diffèrent aussi par leur structure par âge et tout particulièrement par la proportion des personnes âgées de moins de 18 ans. Dans les quartiers pauvres, u habitant sur deux a moins de 18 ans (36 % dans les quartiers riches). Les quartiers pauvres se distinguent enfin des autres par leur plus fort taux d'activité : 63 % des personnes de 10 ans exercent ainsi une activité professionnelle contre 56 % dans les quartiers riches. Ceci est la traduction d'un impératif de mise au travail de l'ensemble des membres du ménage. Dans les quartiers pauvres à forte concentration de pauvres, 73 % des femmes adultes et 14 % des enfants exercent ou cherchent à exercer une activité rémunérée (contre respectivement 61 % et 9 % dans les quartiers riches). Les quartiers diffèrent enfin par la part des emplois exercés dans le secteur informel et en particulier des auto-emplois (travailleurs à leur propre compte). Alors que dans les quartiers riches 44 % des emplois s'exercent dans le secteur informel et 26 % sont des auto-emplois, dans les quartiers pauvres les emplois informels et les auto-emplois représentent respectivement 69 % et 45 % des emplois.

**Tableau 3 : Composition sociologique des quartiers**

Type de quartier	Premier décile	Premier quintile	Pauvre (Q1)	Q2	Q3	Riche (Q4)	Ensemble
<b>% des ménages selon le niveau d'étude du chef de ménage</b>							
Ecole primaire	59	58	53	43	29	21	39
Collège	28	30	31	27	31	25	29
Lycée	11	10	12	23	21	23	19
Etudes supérieures	3	3	3	7	19	30	14
<b>% de personnes de moins de 18 ans</b>							
	49	50	49	45	39	36	43
<b>Taux d'activité des habitants des quartiers</b>							
Taux d'activité global des 10 ans et plus	63	60	63	60	58	56	59
Taux d'activité des femmes adultes	72	69	73	68	65	61	66
Taux d'activité des enfants (10-17 ans)	15	14	14	12	9	9	11
% d'emplois dans le secteur informel	73	72	69	66	53	44	58
% d'auto-emploi	48	47	45	41	33	26	36

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs.

Enfin, les habitants des quartiers pauvres semblent être, plus fréquemment que les autres, confrontés à un certain nombre de problèmes de voisinage. Ces problèmes sont fréquemment rapportés par le Tananariviens dans leur ensemble : 20 % se sentent en insécurité (un peu ou beaucoup) dans leur



quartier, 31 % y perçoivent de la violence, 40 % pensent qu'il y a des problèmes de drogue, 33 % pensent qu'il a mauvaise réputation. La vie dans la capitale est donc souvent affectée de perception négative. Ces perceptions sont cependant plus fréquentes dans les quartiers les plus pauvres. Elles sont par ailleurs sont étroitement corrélées (alpha de Cronbach= 0,72). En les agrégeant, on constate que le cumul de perceptions négatives est d'autant plus fréquent que le quartier est pauvre.

**Tableau 4 : Problèmes de violence et de drogue selon le niveau de richesse du quartier (en %)**

Type de quartier	Premier décile	Premier quintile	Pauvre (Q1)	Q3	Q4	Riche (Q4)	Ensemble
Sentiment d'insécurité	22	22	22	20	22	15	20
Problèmes de violence	38	33	34	30	33	24	31
Problèmes de drogue	40	43	46	43	36	33	40
Mauvaise réputation	44	43	40	37	28	23	33
Trois ou 4 de ces problèmes	25	24	24	22	19	14	20

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs

Les quartiers pauvres semblent ainsi bien être un « agrégat concentré de tous les maux urbains » (Collectif, 1998) : « Menaces permanentes d'inondation en saison des pluies, entassement humains, graves problèmes d'hygiène et de santé publique, (...) , sécurité précaire, sous-équipement notoire ». Tous ces éléments sont évidemment susceptibles de peser sur les trajectoires sociales et le bien-être de leurs habitants. Ces effets risquent d'être d'autant plus importants que les Tananariviens apparaissent comme étant fortement ancrés dans leur quartier. Les habitants d'Antananarivo sont en effet plutôt sédentaires. L'ancienneté dans leur quartier de résidence est en moyenne de 21 ans, et ils vivent dans leur logement actuel depuis 16 ans en moyenne. 83 % des habitants vivent dans leur quartier depuis plus de 5 ans et 26 % y sont nés. Peu d'entre eux souhaitent déménager. 16 % sont dans ce cas (13 % ne souhaitent pas déménager mais vont cependant devoir le faire). En combinant objectifs de déménagement et d'ancienneté dans le quartier on ne trouve que 3,7 % de mobiles, 6,8 % d'incertains, 42,1 % de stables et 47,5 % de très stables.

**Figure 2 : Stabilité et mobilité de quartier**

Ancienneté de quartier	Ne souhaite pas déménager	Souhaite ou doit déménager dans plus de deux ans	Souhaite ou doit déménager dans moins de deux ans
0-2 ans	Incertains	<b>Mobiles</b>	
3-9 ans	Stables		<b>3,7 %</b>
10-19 ans	41,1 %		<b>6,8 %</b>
20-29 ans	Très stables		<b>46,5 %</b>
30 ans et +			

Clé de lecture : Les mobiles (ayant 2 ans ou moins d'ancienneté et pensant déménager dans plus de 2 ans ou ayant entre 3 et 9 ans d'ancienneté et pensant déménager dans moins de 2 ans) constituent 3,7 % de la population adulte.

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs

Cet ancrage dans le quartier est tout particulièrement affirmé dans les quartiers pauvres. En effet 36 % des habitants adultes de ces quartiers y sont nés (contre 21 % des habitants des quartiers riches). Un tel écart est pour une part lié aux différences dans la structure par âge des quartiers (l'âge moyen étant en effet plus faible dans les quartiers pauvres que dans les quartiers riches : 36 ans contre 39 ans). Mais cet écart se retrouve pour toutes les classes d'âge, ce qui indique bien que les quartiers pauvres constituent des zones de plus grande stabilité. Par exemple, 42 % des personnes de 18-24 ans et 41 % des 35-44 ans vivant dans des quartiers pauvres sont nées dans leur quartier (contre respectivement 31 % et 23 % dans les quartiers riches).

On pourrait dès lors penser que les quartiers pauvres constituent pour les plus pauvres une nasse (Wieviorka, 1993) dont ils ne peuvent que difficilement s'extraire, du fait en particulier de leur incapacité financière à accéder à un logement dans un autre quartier. Compte tenu des caractéristiques de ces quartiers (faible accès à l'eau, éloignement des centres de santé, surpopulation des logements, violence, ...), un tel ancrage pourrait constituer un handicap supplémentaire pour leurs habitants et agir comme une véritable « trappe à pauvreté ».

Pourtant, il n'est pas possible de « passer automatiquement du concept descriptif de séparation sociale au plan résidentiel au concept interprétatif de ségrégation sociale ou de marginalisation » (Rémy, 1975). L'ancrage dans le quartier est de fait lié à Antananarivo à un fort attachement subjectif au quartier. Dans l'ensemble en effet, 87 % des adultes ne souhaitent pas déménager et 95 % d'entre eux déclarent aimer (tout à fait ou plutôt) habiter dans leur quartier. Parmi les stables et les très stables (voir figure 2), seuls 12 % sont captifs du quartier au sens où ils disent que, s'ils en avaient le choix, ils le quitteraient. Or ces captifs ne sont pas significativement plus nombreux dans les quartiers pauvres que dans les autres. La stabilité résidentielle, y compris dans les quartiers pauvres, est donc aussi la marque d'un attachement volontaire au lieu d'habitation.

**Tableau 5 : Ancrage dans le quartier**

Type de quartier	Premier décile	Premier quintile	Pauvre (Q1)	Q2	Q3	Riche (Q4)	Ensemble
Nés dans le quartier	32	36	36	23	25	21	27
Stables ou très stables	91	90	89	89	87	88	88
% de captifs <sup>20</sup>	13	12	14	10	10	15	12

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs

Ce constat n'est de fait pas nouveau. Les analyses de sociologie urbaine menées dans les années 60-70 dans les pays développés ont plusieurs fois insisté sur l'attachement des habitants des quartiers les plus déshérités à leur habitat. H. Gans (1962) montre par exemple l'importance qu'ont les liens sociaux dans un taudis italo-américain de Boston nommé West End. Les « West Enders » y affirmaient fréquemment qu'ils ne déménageraient que *s'ils pouvaient le faire tout en gardant les anciens liens sociaux et l'ancien climat social* (p. 22). En France, C. Petonnet (1979) a montré la même chose en opposant les qualités humaines de l'habitat dans les bidonvilles à la dégradation des relations sociales dans les cités de transit dans lesquelles étaient relogés les habitants des bidonvilles détruits. Sa conclusion était ainsi que les solutions hygiénistes qui consistent à raser les taudis et à reloger leurs habitants peuvent se révéler fortement *déstructurantes pour un individu si [elles] contrecarrent non seulement son désir mais son insertion spatio-temporelle* (p. 244)<sup>21</sup>. C'est dire que si le quartier peut avoir des effets négatifs sur les individus et leurs trajectoires sociales, il peut également leur servir de support. En effet, dans un contexte de désorganisation relative des relations sociales traditionnelles, le quartier peut être à la base de nouvelles sociabilités et solidarités. Lieu d'ancrage spatio-temporel, il peut aussi servir de repère et de définition identitaire. C'est ce que nous nous efforcerons de montrer dans la suite de cet article.

## 2. LES QUARTIERS PAUVRES COMME SUPPORT

### 2.1. La notion de support

La notion de support renvoie à une dimension essentielle de l'individu dans la mesure où elle est une condition de son existence même (Martuccelli 2002). Pour exister face au monde social, l'individu doit pouvoir se tenir. Dans les sociétés traditionnelles, l'individu était entièrement tenu, de l'extérieur, par ses positions dans le système social, lesquelles déterminaient ses rôles sociaux. Dans les sociétés modernes (ou urbaines) en revanche, où les positions sociales sont moins déterminées et plus flexibles, où l'individu est censé être plus autonome, capable d'autocontrôle et d'expressivité, l'individu est en

<sup>20</sup> Stables ou très stables qui quitteraient le quartier s'ils en avaient le choix.

<sup>21</sup> A Antananarivo, les politiques d'assainissement menée depuis 2002, consistant à éradiquer les « quartiers de sans-abris » (par exemple la Réunion-Kely en 2003) en déportant leurs membres dans des communes rurales, se sont heurtées à au retour des familles et à leur réimplantation dans de nouveaux quartiers (constitution de Comores-Kely en 2005). C.F. : L'Express de Madagascar, 20 mai 2005.

quelque sorte sommé de se tenir de l'intérieur. Mais ce maintien n'est en réalité possible que s'il est en mesure mobiliser (consciemment ou inconsciemment) un certain nombre de supports. Comme le montre D. Martuccelli, ces supports peuvent être de nature très diverse. Nous ne retiendrons ici que trois grands types de support : ceux liés à l'insertion juridico-économique; ceux liés à l'insertion socio-relationnelle; ceux liés à l'insertion spatio-temporelle.

Dans les sociétés modernes, les droits socio-économiques et le travail libre fournissent aux individus les conditions nécessaires à leur existence en tant qu'individu. R. Castel (Castel et Haroche, 2001) a montré comment l'Etat, en imposant la propriété de soi, en garantissant la propriété privée puis en développant la propriété sociale, a historiquement assuré les premiers supports des individus. Quant à la participation organique (participation au marché du travail), source d'indépendance économique et de reconnaissance sociale, elle constitue un « capital » propre à assurer le maintien des individus (comme en témoigne a contrario les risques de désaffiliation liés à la non-insertion sur le marché du travail).

L'insertion socio-relationnelle est une deuxième source essentielle de support. L'indépendance croissante des individus se traduit aussi par l'incertitude de leurs positions. C'est pourquoi leurs supports relèvent aussi souvent des relations (de plus en plus électives) qu'ils sont en mesure d'entretenir avec les autres, donc de leur insertion dans des réseaux sociaux (famille, amis, voisins). Ces réseaux sociaux répondent alors à trois sortes de besoins individuels.

D'un point de vue instrumental, ils sont des fournisseurs potentiels de biens et de services. Le réseau familial est au centre de ce type de soutien mais le réseau amical ou le réseau de voisinage peuvent également jouer un rôle identique. Dans cette analyse, c'est la protection garantie par les réseaux qui assure le maintien de l'individu. Ce dernier peut donc avoir un rapport stratégique au réseau consistant à mesurer son investissement (aide donnée) de façon à en maximiser les retombées (aide reçue).

Dans leur dimension expressive les réseaux agissent également comme un support, non plus en protégeant les individus, mais en les intégrant et en leur apportant une nécessaire *assistance morale*. L'insertion dans un réseau social est dans ce cas la réponse à un besoin quasi « vital » de société. « Dans une société cohérente et vivace, il y a de tous à chacun et de chacun à tous un continuel échange d'idées et de sentiments et comme une mutuelle assistance morale, qui fait que l'individu, au lieu d'être réduit à ses seules forces, participe à l'énergie collective et vient y reconforter la sienne quand elle est à bout. » disait E. Durkheim dans le suicide (1897, p. 224). Les psychologues ont depuis clairement identifié ce besoin dont le manque peut provoquer des troubles graves. Maslow (1954) dans sa théorie des motivations humaines indique par exemple qu'elles répondent à une pyramide de types de besoins dont le troisième plus important est le besoin d'appartenance (*Belongingness and Love Needs*).

Enfin, comme l'a montré A. Honneth (2002), c'est dans l'interaction avec les autres que l'individu tire (ou non) confirmation de sa valeur. Les relations sociales sont ainsi un facteur essentiel de reconnaissance. Cette reconnaissance est là encore nécessaire à la satisfaction des besoins que Maslow identifie comme étant les besoins d'estime (*Esteem Needs*) et les besoins d'épanouissement (*Need for Self-Actualization*)<sup>22</sup>.

Il reste que bien des supports ne sont pas forcément (ou uniquement) sociaux. Il pourrait en être ainsi de l'insertion spatio-temporelle. C. Petonnet (1979, p. 244), pour expliquer l'attachement de leurs habitants aux bidonvilles, indique que *l'orientation de l'homme dans le temps et l'espace apparaît historiquement et génétiquement comme une condition première et essentielle du comportement humain*. Au-delà des relations sociales qui s'y nouent, le quartier pourrait constituer une attache

---

<sup>22</sup> S. Paugam (2005) ne distingue lui que deux fonctions des liens sociaux qui sont la protection et la reconnaissance. « La protection renvoie à l'ensemble des supports que l'individu peut mobiliser face aux aléas de la vie (ressources familiales, communautaires, professionnelles, sociales, ...), la reconnaissance renvoie à l'interaction sociale qui stimule l'individu en lui fournissant la preuve de son existence et de sa valorisation par le regard de l'autre ou des autres » (p. 80). Notre présentation des relations sociales s'inspire de cette analyse, mais identifie dans l'assistance morale une troisième fonction des liens sociaux. Cette fonction se distingue clairement de la fonction de reconnaissance dans la mesure où elle constitue une dimension proprement « désintéressée », *moins consciente et moins maîtrisée* (Caradec et Martuccelli, 2004) des relations sociales et ne peut donc pas être l'enjeu d'une lutte.

affective et identitaire. Le *quartier du cœur et des émotions* (Noschis 1984, p. 48) se distinguerait alors du quartier des réseaux d'entraide, de solidarité et de communication.

A Antananarivo, les droits politiques et sociaux sont imparfaitement développés. Si la propriété de soi est garantie dans les droits et respectée dans les faits<sup>23</sup>, si la propriété privée est généralisée<sup>24</sup>, les protections assurées par le travail et la sécurité sociale sont, elles, extrêmement limitées. Bien que le taux d'activité de la capitale Malgache soit relativement élevé, non seulement au regard des standards internationaux mais aussi au regard des autres pays d'Afrique<sup>25</sup>, le taux de chômage<sup>26</sup> en 2003 s'élevait à 7,4 % et le taux de sous-emploi global peut être évalué à plus de 50 %<sup>27</sup>. Quant au système de sécurité sociale malgache, il ne concerne qu'une petite partie de la population pour une couverture limitée des risques. Seuls les actifs employés dans le secteur formel (privé ou public) et leurs ayants-droits bénéficient de cette couverture sociale, soit 38 % des actifs. Le système ne couvre de surcroît ni la maladie ni le chômage même si, dans le cadre du code du travail, les employeurs doivent fournir certains services médicaux à leurs salariés et à leurs ayants droits et doivent maintenir le salaire pendant le premier mois d'arrêt de travail. Ainsi, en 2003, seuls 24 % des Tananariviens adultes disent bénéficier d'un système de prise en charge des frais médicaux<sup>28</sup>.

Compte tenu de cette faiblesse de l'intégration « organique », on fait l'hypothèse ici que les supports des Tananariviens pourraient dépendre en bonne partie de leur insertion socio-relationnelle, et que pour les plus démunis d'entre eux, cette insertion socio-relationnelle a une forte dimension territoriale.

## 2.2. Les quartiers pauvres : un support identitaire

On se propose donc dans la suite d'analyser les déterminants de l'ancrage dans les quartiers pauvres. Pour cela nous avons estimé un modèle logit<sup>29</sup> permettant d'identifier les variables significativement associées à la volonté de rester dans le quartier dans l'hypothèse d'un déménagement<sup>30</sup>. Pour faire apparaître la spécificité des quartiers pauvres, nous avons également testé notre modèle dans les autres quartiers. Ce modèle inclut trois grands types de variables : des variables socio-démographiques, des variables objectives de participation à la vie de quartier, des variables représentant les supports fournis par le quartier.

Les variables socio-démographiques retenues sont l'âge, le sexe, le niveau de diplôme, la nature de l'activité exercée et le type de ménage auquel l'individu appartient. Age, niveau de revenu ou niveau de diplôme ne sont pas des déterminants marqués de l'ancrage au quartier quelque soit le type de quartier. Le sexe l'est en revanche dans les quartiers pauvres où l'on constate un plus fort attachement des femmes que des hommes.

Le travail dans le secteur informel (et dans une moindre mesure le fait d'être inactif ou chômeur), est une deuxième variable très significativement liée au souhait de rester dans le quartier en cas de déménagement. Cela semble indiquer que l'ancrage territoriale est d'autant plus nécessaire que l'insertion professionnelle est plus fragile. Mais c'est aussi la traduction du fait que les quartiers sont en partie des unités économiques. Dans ces quartiers, nous l'avons indiqué plus haut, plus de 60 % des personnes de 10 ans ou plus sont actives et 70 % des emplois exercés le sont dans le secteur informel.

---

<sup>23</sup> L'exemple du mariage est illustrative. La constitution du couple résulte le plus souvent d'un choix librement consenti. Une enquête (enquête référence 4D) menée en milieu rural dans la province d'Antananarivo révèle ainsi que les femmes sont autant actrices que les hommes dans le choix de leur premier conjoint, la famille intervenant peu directement. La famille empêche parfois des projets de mariage, mais elle impose rarement un mari ou une femme. *Bulletin d'information sur la population de Madagascar*, numéro 4. Avril 2005, p.1

<sup>24</sup> Par exemple, 45 % des chefs de ménage sont propriétaires de leur logement (même si 15 % le sont sans titre).

<sup>25</sup> Le taux d'activité des individus de 10 ans et plus est en effet de 59 %. A titre de comparaison, à Yaoundé par exemple, capitale du Cameroun, le taux d'activité des 10 ans et plus était en 1998 inférieur à 50 %.

<sup>26</sup> Au sens du BIT

<sup>27</sup> Le taux de sous-emploi global est le rapport du nombre de chômeurs, et d'actifs occupés en situation de sous-emploi visible (travaillant involontairement moins de 35 heures par semaine) ou invisible (gagnant moins que le salaire minimum horaire) à la population active.

<sup>28</sup> Il existe néanmoins un système de santé publique : dans les Centres de Santé de Base (CBS), la consultation est gratuite mais les médicaments payants. A l'hôpital, l'hébergement et l'acte chirurgical sont gratuits, mais le matériel, les médicaments, les examens complémentaires et les repas, sont à la charge des patients (MSF, 2005).

<sup>29</sup> Rappelons à la suite de M. Marpsat (1999) que de tels modèles ne permettent que « de donner la meilleure prévision possible de la réalisation de tel ou tel événement ou comportement en fonction de variables que l'on inclut dans le modèle. Ils ne permettent pas de dire si une variable qui n'est pas dans le modèle a une influence, ni d'affirmer que les variables du modèle sont les plus importantes. »

<sup>30</sup> la question posée est la suivante : si vous aviez le choix, en cas de déménagement, vous souhaiteriez 1) changer de quartier 2) vous n'avez pas de préférence 3) rester dans le même quartier. La caractéristique étudiée dans nos modèles logistiques de régression est donc de type polytomique ordonné.

Or, au moins 30 % de ces derniers s'exercent au sein même du quartier<sup>31</sup>. Cette participation massive au secteur informel est une façon de résister à l'appauvrissement monétaire. Elle est aussi un moyen de maintenir une forme de participation sociale. Dans une étude ethnographique, C. Blanc-Pamard (1998) montre en effet comment la miniaturisation des unités de mesures de capacités dans le commerce (par exemple le bouchon de bouteille d'eau minérale mesurant une valeur de 100 Fmg d'arachides) et l'extension corrélative des micro-commerces ne sont pas seulement des adaptations économiques à un contexte de crise mais répondent aussi à la nécessité sociale de ne pas « couper » la relation<sup>32</sup>. Le quartier pourrait ainsi constituer l'espace minimal dans lequel se déploient ces relations<sup>33</sup>.

Le type de ménage auquel appartient l'individu est une dernière variable socio-démographique significativement associée à l'attachement au quartier. Nous avons distingué 4 grands types de ménages. Des ménages d'une seule personne, des ménages nucléaires (couple avec ou sans enfants), des ménages monoparentaux (un adulte sans conjoint avec un ou plusieurs enfants) et des ménages élargis (contenant, à l'exception des domestiques, une ou plusieurs personnes n'étant ni conjoint, ni enfant du chef de ménage). A Antananarivo, les ménages nucléaires constituent la majorité des ménages (ce trait démographique fait de Madagascar une exception sur le continent africain<sup>34</sup>) et sont plutôt plus fréquents dans les quartiers pauvres. Les ménages élargis demeurent cependant nombreux puisqu'ils constituent en moyenne 44 % des ménages. Or l'attachement au quartier est plus marqué, dans les quartiers pauvres, pour les personnes appartenant à un ménage élargi que pour celles appartenant à un ménage nucléaire comme si ces dernières étaient moins ouvertes sur le quartier.

**Tableau 6 : Structure des ménages par type de quartiers**

	Premier décile	Premier quintile	Pauvre (Q1)	Q2	Q3	Riche (Q4)	ensemble
Unipersonnel	1	1	1	3	3	7	3
Nucléaire	55	52	50	50	47	42	47
Monoparental	3	4	4	6	5	4	5
Élargi	42	43	44	41	46	47	44
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs

Trois variables ont été retenues pour rendre compte de la participation des individus à la vie de leur quartier : le fait d'affirmer avoir des proches dans le quartier (famille, amis), la sociabilité de voisinage (nombre de fois pendant lesquelles les individus ont parlé à leurs voisins au cours de la semaine passée) et la participation associative.

La présence de membres de la famille est très fréquente dans les quartiers pauvres (86 % des adultes de ces quartiers la mentionnent contre 76 % en moyenne). Elle est significativement associée à l'ancrage dans le quartier et de plus en plus à mesure que les quartiers sont plus pauvres. C'est dire que les individus recherchent dans le quartier une présence familiale. Néanmoins la présence d'amis, d'ailleurs plus fréquente dans les quartiers pauvres que dans les quartiers riches (87 % des habitants des quartiers pauvres la mentionnent contre 78 % de ceux des quartiers riches), apparaît encore plus fortement corrélée au souhait de rester dans le quartier en cas de déménagement.

<sup>31</sup> On a estimé ici qu'un temps de trajet aller-retour de 10 minutes ou moins correspondait à un travail dans le quartier.

<sup>32</sup> « Celui qui achète des plats préparés pourra à son tour en cuisiner et en vendre selon ses besoins. Celui qui achète auprès d'un petit commerçant pourra lui-même s'installer comme commerçant. Le petit commerce, les plats cuisinés sont aussi des stratégies pour capitaliser des liens sociaux et s'assurer des solidarités ».

<sup>33</sup> Cette analyse a déjà été développée par ailleurs. M. Duneier (1999) montre par exemple, dans son étude ethnographique des sans abris noirs de Greenwich Village, que la revente de journaux et magazines récupérés participe d'une lutte pour vivre *en accord avec les standards de valeur morale* et d'une *volonté de maintenir des relations sociales*.

<sup>34</sup> T. Locoh et M. Mouvagha-Sow (2005) rappellent que les ménages nucléaires dans la sous-région ouest-africaine et centrale représentent une minorité. Par exemple, dans les villes du Togo, ils ne représentent en 2000 que 20 % des ménages.

**Tableau 7 : Pourcentage d'individus ayant de la famille et/ou des amis dans leur quartier de résidence**

Type de quartier	Premier décile	Premier quintile	Pauvre (Q1)	Q2	Q3	Riche (Q4)	Tous
Famille	81	86	86	79	71	66	76
Amis	89	86	87	89	81	78	84

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO. Nos propres calculs

La sociabilité de quartier est appréhendée à l'aide du nombre de fois où l'individu a conversé avec ses voisins. M. Maffesoli (1979)<sup>35</sup> affirme que *les menus gestes de la vie quotidienne ... les petits riens qui matérialisent l'existence et l'inscrivent dans un lieu, sont en fait des facteurs de socialité, ... au travers de leur aspect anodin ils produisent son intensité* (p.68). Les échanges verbaux entre voisins relèvent de ces petits riens de la vie quotidienne. La quasi-totalité des individus (95 %) a parlé plus d'une fois avec un voisin au cours de la semaine écoulée, 73 % plus de six fois, le quart d'entre eux 14 fois ou plus<sup>36</sup>. La forte sociabilité est d'autant plus répandue que le quartier est pauvre : 30 % des adultes de quartiers pauvres ont ainsi parlé plus de 14 fois avec leurs voisins contre 17 % de ceux des quartiers riches. La sociabilité de voisinage n'apparaît cependant pas comme une variable clé de l'attachement aux quartiers pauvres.

La participation aux activités d'une association est très fréquente à Antananarivo puisque 70 % des individus participent occasionnellement ou régulièrement aux activités d'au moins une association (de quartier, familiale ou religieuse<sup>37</sup>). On peut supposer que nombre de ces associations ont une assise locale. C'est le cas bien évidemment des associations de quartier. Pourtant la participation aux activités d'une association de quartier n'implique pas un attachement plus grand au quartier. La participation aux deux autres types d'association a des effets contraires. L'attachement aux quartiers pauvres varie en raison inverse de l'investissement dans des associations religieuses. Le « besoin » de quartier semble donc moins important pour les individus les plus fortement engagés dans des associations religieuses comme si quartiers pauvres et associations religieuses offraient des supports de même nature (et donc substituables) pour les individus. A l'inverse, la participation à une association familiale renforce l'attachement au quartier.

**Tableau 8 : Participation aux activités d'une association (en %)**

	Hommes	Femmes	Ensemble
Association de quartier	42	40	41
Association religieuse	39	53	47
Association familiale	49	49	49
Au moins une participation associative	70	71	70

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO

Pour rendre compte des effets du quartier en terme de support nous avons introduit dans notre modèle 4 grands types de variables : l'entraide de voisinage, le sentiment d'être seul ou entouré, le sentiment d'être ou non valorisé et l'attachement affectif au quartier.

L'enquête SIRS demandait aux enquêtés s'ils avaient reçu et/ou s'ils pouvaient compter sur une aide de la part de membres de leur famille, de voisins et d'amis dans un certain nombre de cas et sur une période de 6 mois<sup>38</sup>. Si 70 % des individus comptent ou ont reçu une aide de leur famille, moins de 40 % d'entre eux comptent ou ont reçu une aide de voisins ou d'amis. Ce constat pointe là encore l'importance des relations familiales à Antananarivo et a contrario la faiblesse relative des autres types de relations informelles.

<sup>35</sup> Cité par Noschis, 1984

<sup>36</sup> Cette sociabilité de quartier est nettement plus forte que celle constatée en France. Les deux grandes enquêtes de l'INSEE sur la sociabilité (enquêtes « contacts » en 1983 et « Relation de la vie quotidienne et isolement » en 1997) ont montré, qu'à peine plus de 50 % des français (55 % en 1983, 51 % en 1997) avaient parlé avec un voisin au cours de la semaine (Blanpain et Pan Ké Shon, 1998).

<sup>37</sup> Sur le poids de la religion dans la société malgache actuelle, voir Roubaud, 2000.

<sup>38</sup> Pour une analyse approfondie du système d'aide informelle à Antananarivo, voir Parizot et Wachsberger, 2005

**Tableau 9 : Pourcentage d'individu ayant reçu ou pouvant compter sur une aide par type de quartier**

	Premier décile	Premier quintile	Pauvre (Q1)	Q2	Q3	Riche (Q4)
<b>Avoir reçu une aide</b>						
de sa famille	70	72	70	71	73	77
D'amis	24	25	26	28	32	34
De voisins	35	34	32	33	31	24
<b>Pouvoir compter sur une aide</b>						
De sa famille	71	74	72	73	78	81
D'amis	35	32	32	34	37	41
De voisins	42	41	40	39	37	30

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO

Nous n'avons cependant pas retenu dans notre modèle les aides effectivement reçues par les individus dans la mesure où elles sont étroitement corrélées à la perception d'une aide<sup>39</sup>, et où un certain nombre de simulations ont attesté qu'elles ne contribuent pas à l'attachement au quartier. Ce dernier élément pourrait ainsi indiquer que ce n'est pas en vertu de cette protection concrète offerte que les individus souhaitent rester dans le quartier.

Le fait de pouvoir compter ou non sur une aide, que les psychologues de la santé appellent le soutien social perçu, est un indicateur de la confiance accordée par l'individu dans son réseau de soutien. Sarason et alii parlent à son propos de *sense of acceptance* (Sarason et Alii, 1990) et le relie directement aux théories psychologiques de l'attachement. Le soutien perçu serait ainsi la traduction d'un « bon attachement » social donnant à l'individu le sentiment qu'il pourrait être aimé, reconnu et inconditionnellement accepté. Dans la petite enfance, cet attachement facilite l'exploration par l'enfant de son environnement avec la certitude qu'il sera secouru quoiqu'il arrive et lui permet donc de développer des compétences sociales spécifiques. Chez l'adulte, un tel sentiment est également susceptible de favoriser des actions individuelles. C'est donc moins dans ce qu'il fournit que dans ce qu'il indique que le soutien social est ici important.

Notre modèle montre que la confiance dans le soutien familial n'est pas une variable significativement associée à la volonté de rester dans le quartier. Cette confiance n'a donc pas besoin d'un ancrage territorial pour être exprimée. En revanche la croyance dans la possibilité d'une aide des voisins et/ou des amis<sup>40</sup> est significativement liée à l'ancrage dans les quartiers pauvres.

La deuxième variable « de support » de quartier est la question demandant aux individus s'ils se sentaient très seul, plutôt seul, plutôt entouré ou très entouré. En effet, bien que le terme d'entourage n'implique pas forcément une dimension spatiale pour les individus, on peut supposer que c'est le cas dans un environnement où la mobilité est réduite (coût relatif du transport et faiblesse des infrastructures) et où les moyens de communication téléphonique sont encore rares et onéreux. Dans les quartiers pauvres, l'attachement au quartier est d'autant plus important que les individus se sentent plus fortement entourés (alors que cette variable ne joue pas dans les autres quartiers).

Le troisième type de variable « de support » est fourni par l'interrogation des adultes sur le sentiment d'être valorisé ou dévalorisé par leurs proches (famille, amis) ou dans la vie de tous les jours (voisins, commerçants, ...). Ces variables indiquent le degré de reconnaissance dont jouissent les individus. Dans l'ensemble, très peu de personnes se sentent dévalorisées par leur proche ou par les personnes côtoyées régulièrement mais ce sentiment est plus souvent exprimé par les habitants des quartiers les plus pauvres. Or, dans ces quartiers, le degré de valorisation par l'entourage est significativement lié à la volonté de ne pas déménager ce qui signifie aussi qu'une des raisons que les individus peuvent avoir de quitter le quartier est le défaut de reconnaissance auquel ils sont confrontés.

<sup>39</sup> Contrairement à ce qui a parfois été démontré dans les études de psychologie sociale (Newcomb, 1990)

<sup>40</sup> Nous avons réuni ici les catégories d'amis et de voisins dans la mesure où il nous a semblé que le fort pourcentage d'amis dans les quartiers pouvait aussi en faire des voisins.

**Tableau 10 : reconnaissance par l'entourage selon le type de quartier**

	Premier décile	Premier quintile	Quartiers pauvres Q1	quartier Q2	quartier Q3	Quartiers riches Q4
Valorisé par ses proches (amis, famille)	89	90	90	94	92	93
Valorisé dans la vie de tous les jours	84	88	88	90	92	90
Valorisé par les deux	76	80	81	86	88	86

Source : Enquête 123/SIRS 2003, DIAL/INSTAT/MADIO

Une dernière variable vise à mettre en évidence un ancrage qui ne serait pas lié aux relations sociales mais à un attachement psychologique à l'espace. Avoir passé toute son enfance dans un même quartier peut être à l'origine d'un attachement affectif voire d'une identification au quartier, indépendamment des relations qui s'y nouent. Ceci apparaît bien dans notre modèle pour les habitants des quartiers pauvres. La variable « être né dans le quartier » (qui implique, puisque l'enquête n'a interrogé que des adultes, que les individus y ont passé au moins leurs 18 premières années) est très fortement corrélée à la volonté de rester dans le quartier en cas de déménagement et est d'autant plus forte que le quartier est plus pauvre.

**Tableau 11 : L'attachement au quartier selon le type de quartier : modèles logit cumulatif**

	Variable expliquée : « souhait de rester dans le quartier dans l'hypothèse d'un déménagement »	Quartiers du 1 <sup>er</sup> décile	Quartiers du 1 <sup>er</sup> quintile	1 <sup>er</sup> quartile (pauvres)	2 <sup>ème</sup> quartile	3 <sup>ème</sup> quartile	4 <sup>ème</sup> quartile (riches)
Variables socio-démographiques	Âge <sup>41</sup>	-0,03 *	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	Sexe (Femme VS Homme)	1,64 **	0,54 *	0,47 *	n.s.	n.s.	n.s.
	Revenu	0,01 **	0,00 *	0,00 *	n.s.	0,00 *	n.s.
	Diplôme <sup>42</sup>	-0,48 *	n.s.	-0,24 *	n.s.	-0,18 *	n.s.
	Activité						
	Actif dans le secteur formel	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
	Actif dans le secteur informel	1,10 *	1,18 ***	1,03 ***	n.s.	n.s.	n.s.
	Inactif ou chômeur	n.s.	0,95 **	0,61 *	Ref.	Ref.	Ref.
	Type de ménage						
	Unipersonnel	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Nucléaire <sup>43</sup>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.	
Monoparental <sup>44</sup>	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	
Elargi <sup>45</sup>	n.s.	0,48 *	0,56 **	n.s.	n.s.	n.s.	
participation à la vie du quartier	Proches dans le quartier						
	Avoir famille dans le quartier	2,65 ***	1,33 ***	0,93 ***	n.s.	n.s.	n.s.
	Avoir des amis	2,74 ***	n.s.	1,07 ***	n.s.	0,82 **	0,74 ***
	Sociabilité <sup>46</sup>	n.s.	0,03 **	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	Participation associative <sup>47</sup>						
	Association de quartier	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Association familiale	0,94 *	0,54 **	0,31 *	n.s.	n.s.	-0,37 **	
Association religieuse	-0,68 *	n.s.	-0,42 **	n.s.	n.s.	n.s.	
Supports relationnels ou affectifs	Compter sur une aide de sa famille	n.s.	n.s.	n.s.	-0,23 *	n.s.	n.s.
	d'amis et/ou de voisins <sup>48</sup>	0,89 *	0,44 **	0,45 **	n.s.	-0,43 *	n.s.
	Se sentir entouré <sup>49</sup>	0,95**	0,49 ***	0,63 ***	n.s.	n.s.	n.s.
	reconnaissance						
	Par ses proches <sup>50</sup>	0,98 *	0,48 *	0,61 **	n.s.	0,65 ***	n.s.
Né dans le quartier	1,32 *	1,11 ***	0,73 ***	n.s.	n.s.	n.s.	
	Nombre d'observations	252	474	632	658	733	742
	R2	0,55	0,28	0,22	0,06	0,08	0,06

n.s. : non significatif

\*\* : significatif au seuil de 1 % ;

\* : significatif au seuil de 5 %

\*\*\* : significatif au seuil de 0,1 %

<sup>41</sup> Variable continue

<sup>42</sup> Variable ordinale à 5 positions : sans diplôme, CEPE, BEPC, BAC, Bac + 2

<sup>43</sup> Couple avec ou sans enfants

<sup>44</sup> Chef de ménage sans conjoint et avec ses enfants.

<sup>45</sup> ménage comprenant des membres autres que le conjoint et/ou les enfants du chef de ménage (à l'exclusion des domestiques)

<sup>46</sup> Variable continue : nombre de fois où l'individu a parlé avec ses voisins au cours de la semaine passée

<sup>47</sup> Variable ordinale à trois positions : aucune participation, participation occasionnelle, participation régulière

<sup>48</sup> Variable ordinale à trois positions : compter sur personne, compter sur les uns ou les autres, compter sur les deux

<sup>49</sup> Variable ordinale à trois positions : se sentir seul ou très seul, se sentir entouré ; se sentir très entouré

<sup>50</sup> Variable ordinale à 3 positions : se sentir dévalorisé ; se sentir valorisé par ses proches (amis, famille) ou les personnes côtoyées régulièrement ; se sentir valorisé par les deux types de personnes.



Les Tananariviens sont très attachés à leur quartier quel qu'il soit. Cet attachement pourrait être interprété comme une adaptation urbaine du *Fokonolona*, la communauté de résidence autour de laquelle s'organise traditionnellement un pan de la solidarité que les malgaches nomment *Fihavanana*<sup>51</sup>. Ce dernier terme constitue pour la société malgache un idéal d'harmonie et d'entente social<sup>52</sup>.

Nos analyses tendent cependant à minorer l'importance de ces solidarités de voisinages. Les habitants d'Antananarivo en ont de fait un jugement très mesuré, la majorité d'entre eux (52%) déclarant qu'il n'y a qu'un peu de solidarité dans leur quartier. De fait, plus de 70 % des individus n'ont échangé aucun service avec leurs voisins au cours de la semaine précédant l'enquête et seuls 16 % ont échangé plus d'un service. En considérant une période plus longue, seuls 37 % des individus disent pouvoir compter sur au moins une aide de leur voisin, et 30 % seulement en ont reçu effectivement une. Dès lors, les quartiers de la capitale ne semblent pas être, en moyenne, des *Fokonolona*.

Le cas des quartiers pauvres est cependant différent dans la mesure où le fait d'y être attaché est positivement associé à certaines variables de participation à la vie collective et de supports offerts par le quartier. Cela amène donc à supposer que l'ancrage dans les quartiers pauvres répond à des besoins spécifiques de leurs habitants.

Pour une part ces quartiers semblent offrir à un certain nombre d'individus la possibilité d'une participation, même à minima, aux échanges économiques. Ces individus qui travaillent dans le secteur informel dans leur quartier expriment de fait plus fortement leur volonté d'y rester. Comme on l'a souligné, cette participation pourrait n'être pas seulement économique mais viser à maintenir une forme d'insertion sociale.

Les quartiers pauvres sont aussi un lieu important de regroupement familial. Plus de 85 % des habitants disent y avoir des membres de leur famille et cette présence familiale est un déterminant essentiel de l'attachement au quartier. Ce dernier est ainsi en partie un attachement à la famille, et le support offert par le quartier un support familial. Cette analyse est renforcée par le lien positif entre le degré de participation à des associations familiales et la volonté de rester dans le quartier. Le fait que ces variables « jouent » dans les quartiers pauvres mais pas dans les autres pourrait alors indiquer que le « besoin » de famille se fait plus sentir pour les habitants de ces quartiers. Cependant, les quartiers pauvres sont aussi des espaces dans lesquels les individus ont des amis, cette présence étant, plus que celle de membres de la famille, fortement liée à la volonté de rester dans le quartier. L'analyse des variables de support montrent alors que le degré de confiance dans la possibilité de recevoir une aide des amis ou voisins est un déterminant de l'attachement au quartier. C'est, nous semble-t-il, un indicateur fort de la nature du support offert par le quartier. En fournissant aux individus la certitude qu'ils pourraient être aidés en cas de besoin, le quartier leur apporte un soutien psychologique essentiel. Plus qu'une protection effective, les quartiers pauvres fournissent donc aux individus une forme d'assistance morale, comme en témoigne l'importance dans nos modèles du coefficient associé à la variable « se sentir entouré ».

Enfin l'attachement aux quartiers pauvres est renforcé par la considération sociale dont jouissent leurs habitants auprès de leurs proches. La consolidation ou le maintien d'une image positive de soi n'est en effet bien souvent possible que si l'individu bénéficie d'une forme de reconnaissance par autrui. Le fait que cette reconnaissance par autrui soit liée dans les quartiers pauvres à une volonté d'y rester pourrait signaler que c'est essentiellement dans les relations de voisinage que s'opère cette valorisation par autrui. Cela pourrait indiquer en creux la difficulté des habitants de ces quartiers à tirer une reconnaissance d'autres formes de participations sociales (participation organique au système productif, participation politique ou citoyenne, ...).

---

<sup>51</sup> « Havana » : désigne l'ensemble des personnes qui vivent dans le même village ou la même localité. Ces habitants d'un même village forment le « fokonolona », et se concertent pour élaborer les règlements, les coutumes, les tabous (Razafindratsima, 2005, p.42). Sur la place des Fokonolona dans la société Merina, voir Condominas, 1991.

<sup>52</sup> Bien qu'il s'applique traditionnellement dans un cadre localisé, les malgaches en ont progressivement fait une valeur citoyenne. La Constitution de la troisième République indique ainsi dans son préambule : « Le peuple malgache souverain [est] profondément attaché à ses valeurs culturelles et spirituelles, notamment au "Fihavanana", garant de l'unité nationale » (Galibert, 2002).

En dépit des handicaps qu'ils peuvent présenter, les quartiers pauvres peuvent donc offrir un espace d'assistance morale et de reconnaissance, propre à favoriser la (ré)constitution et la stabilité identitaire de leurs membres. Ces fonctions sont d'autant plus importantes que les autres formes de support dont pourraient bénéficier les individus sont plus incertaines. Pour les plus démunis des quartiers pauvres, l'identité est certainement en bonne partie déterminée par leur appartenance territoriale. Cette clôture de l'identité au quartier est alors renforcée par le fait d'y être né et d'y avoir passé toute son enfance.

On ne prétend pas pour autant ici que les quartiers pauvres sont la base d'un repli communautaire ou le lieu d'une communauté retrouvée ou défendue (Suttles, 1973) pour les Tananariviens qui recréeraient ainsi, sur un territoire circonscrit, un havre de sécurité et de solidarité. On compte moins dans les quartiers pauvres sur ses voisins ou amis pour une aide quelconque et on s'y sent plus souvent seul. La violence y est également plus souvent ressentie. Si les quartiers pauvres constituent une communauté, c'est donc de « communauté à responsabilité limitée » (Suttles, 1973) qu'il s'agit. Sans enserrer totalement les individus, ils représentent cependant un espace propice à une expression identitaire, particulièrement pour les plus fragiles. Le découpage administratif en quartiers renforce d'ailleurs cette potentielle identité résidentielle en soumettant la reconnaissance citoyenne à l'appartenance à un quartier. Le cas de la Réunion Kely (la petite Réunion) décrit par l'Association Française des Volontaires du Progrès est une bonne illustration (AFVP, 2002) de l'importance du quartier comme support d'identité à Antananarivo. Cet ensemble d'habitations précaires construites de façon illicites et rasées en 2003, n'appartenait à aucun *Fokontany*. Constitué en 1987, il s'était progressivement agrandi et organisé, les habitants l'ayant découpé en trois *Fokontany* auto-proclamés et s'étant dotés de présidents de *Fokontany*. Ces derniers étaient chargés de l'ordre et de la tranquillité des habitants (le président de *Fokontany* désignant par exemple à chaque fois un responsable pour que les jeux d'argent ne dégénèrent pas en bagarre) ainsi que du respect des règles communes (droits de propriété sur les cabanes par exemple, lesquelles pouvaient être revendues en cas de déménagement). Ils distribuaient également aux habitants des certificats de résidence censés leur permettre de procéder à divers démarches administratives, notamment l'obtention d'une carte d'identité<sup>53</sup>. Cette auto-organisation d'une partie de ceux que l'on appelle à Madagascar les « 4'mis » relevait donc d'une revendication politique d'existence passant par une inscription territoriale. Pour autant, la Réunion Kely ne constituait pas un espace idyllique de sécurité et de solidarité, les vols et la violence y étant par exemple très fréquemment mentionnés, à tel point que les habitants évitaient d'y laisser leur habitation sans surveillance.

---

<sup>53</sup> MSF (2005) note que si l'établissement des états-civils s'est globalement amélioré depuis dix ans, il est encore réalisé, dans 20 % des cas, par l'intermédiaire des associations, car les démarches à mener auprès des mairies de quartier restent longues et complexes. En 2004, des dispositifs spéciaux ont été mis en place par les mairies de quartier, afin d'empêcher toute acquisition et utilisation illégales d'un état-civil. Ces dispositifs alourdissent considérablement le processus, rendant très complexe, voire impossible, la démarche d'établissement d'un état-civil pour certains enfants.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFVP (2002), *Antananarivo 2002. Visages de l'exclusion*, Mimeo
- Antoine P., Bocquier P., Razafindratsima N. et Roubaud F. (dir.) (2000), *Biographies des trois générations dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de l'enquête BIOMAD98*, Les documents et manuels du CEPED n° 11, Paris.
- Authier J.-Y. (2001), « Les rapports au quartier », in J.-Y. Authier (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, Coll. « Villes », p.133-169
- Benoît-Guilbot O. (1986), « Quartier-dortoirs ou quartiers-villages ? », in Collectif, *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*, Paris. Editions du CNRS
- Blanc-Pamard C. (1998), « La moitié du quart. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina (Madagascar), *Natures, Sciences et Sociétés*, vol. 6, n° 4 ; pp. 20-32
- Blanpain N, et Pan Ké Shon JL. (1998), « 1983 - 1997 : les Français se parlent de moins en moins », *INSEE première*, n° 571, mars
- Caradec V. et Martuccelli (dir.), 2004, « Ouverture » in *Matériaux pour une sociologie de l'individu. Perspectives et débats*. Presses Universitaires du Septentrion
- Castel R., Haroche C., *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi, Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Fayard 2001,
- Chapoulie J.-M. (2001), *La tradition sociologique de Chicago. 1890-1961*, Seuil.
- Collectif (1998), *La cité des mille, Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme ;* Collection du CITE/TSIPIKA.
- Condominas G. (1991), *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina (1961)*, Editions Orstom.
- Courgeau D. et Baccaïni B. (1997), « Analyse multi-niveaux en sciences sociales », *Population*, 4, pp. 831-864.
- Donzelot J., Mével C. et Wyvekens A. (2003), *Faire société. La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, Edition du Seuil.
- Duneier M (1999), *Sidewalk*, New-York, Farrar, Straus & Giroux.
- Durkheim E. (1897), *Le suicide*, Paris, PUF Coll. Quadrige, 1995
- Faivre C. (2000), « La gestion foncière urbaine à Madagascar : un enjeu d'efficacité dans la décentralisation », mémoire pour l'obtention du diplôme d'ingénieur E.S.G.T., Ecole Supérieure des Géomètres et Topographes, Paris.
- Galibert D. (2002), « Etat et citoyenneté à Madagascar depuis l'indépendance », <http://amis.univ-reunion.fr/Conferencier/presentation.html?Id=582>
- Gans H. (1962), *The Urban Villagers*, New York, The Free Press.
- Goux D., et Maurin E. (2004), « Neighborhood Effects and Performance at School », document de travail du CREST
- Honneth A. (2002), *La lutte pour la reconnaissance (1992)*, Paris, Les éditions du Cerf.

- Locoh T., et Mouvagha-Sow M. (2005), « vers de nouveaux modèles familiaux en Afrique de l'ouest ? », Communication présentée au XXV<sup>ème</sup> congrès international de la population, Tours
- Madio (1997), « L'Etat de santé de la population et la demande de soin dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de l'enquête SET 1997 ». Repoblikan'i Madasikara. Ministère des finances et de l'économie. Institut National de la Statistique.
- Madio (1998), « L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de l'enquête emploi 1998 ». Repoblikan'i Madasikara. Ministère des finances et de l'économie. Institut National de la Statistique.
- Maffesoli M. (1979), *La conquête du présent*, Paris PUF.
- Marpsat M. (1999), « La modélisation des effets de quartier aux Etats-Unis. Une revue des travaux récents », *Population*, 54 (2), p. 303-330
- Martuccelli D. (2002), *Grammaires de l'individu*, Folio Essais.
- Maslow A.H. (1954), *Motivation and Personality*, Harper & Brothers. Publishers. New-York.
- Maurin E. (2004), *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*. Paris, Le Seuil, Coll. « la république des idées ».
- McKenzie R. D. (1921), « Le voisinage. Une étude de la vie locale à Columbus, Ohio », in Y. Grafmeyer et I. Joseph, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine (1979)*, Rééd. 2004, Champs Flammarion, p.213-254
- MSF (2005), « 12 ans auprès des enfants en situation difficile à Tananarive – Les raisons de la fermeture et le bilan du programme », <http://www.msf.fr/documents/base/2005-05-09-MSF.pdf>
- Newcomb M.D. (1990), « What Structural Equation Modeling Can Tell Us About Social Support », in Sarason B., Sarason I., et Pierce G. (Eds.), *Social Support. An Interactional View*, New York, John Wiley & Sons, pp. 26-63.
- Noschis K. (1984), *Signification affective du quartier*, Librairie des Méridiens. Coll. « sociologies au quotidien, Paris.
- Parizot I. et Wachsberger J.-M. (2005), « Aider et être aidé : système et structure du soutien social informel à Antananarivo (Madagascar) et à Paris (France) », Document de travail DIAL, [http://www.dial.prd.fr/dial\\_publications/PDF/Doc\\_travail/2005-09.pdf](http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2005-09.pdf)
- Park R. E. (1925), « La Ville, proposition de recherche sur le comportement humain en milieu urbain », in Y. Grafmeyer et I. Joseph, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine (1979)*, Rééd. 2004, Champs Flammarion, p.83-130.
- Paugam S. (2005), *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris PUF, Coll. « Le lien social ».
- Petonnet C. (1979), *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris. Editions Galilée.
- Rajaonah F.V., 2003, « Prestige et métier dans la société malgache. A Tananarive aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », *Le Mouvement Social*, n° 204, juillet-septembre, pp. 65-79.
- Randremanana R.V., Migliani R., Rakotomanga S., et Jeanne I. (2001), « Système d'Information Géographique et Santé : application à la ville d'Antananarivo », *Archives de l'Institut Pasteur de Madagascar*, 67 (1&2), p.74-78.

- Ravelosoa R., et Roubaud F. (1996), « La dynamique de la consommation des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo sur longue période (1965-1995) », *Economie de Madagascar*, n°1, Antananarivo, p.9-40.
- Ravelosoa, J.R. (1999), « Niveau de vie et taille des ménages : estimation d'une échelle d'équivalence », *Economie de Madagascar*, n°4, pp 53-76.
- Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2001), « Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement : Le cas de la capitale malgache », Document de travail DIAL, [http://www.dial.prd.fr/dial\\_publications/PDF/Doc\\_travail/2001-07.pdf](http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2001-07.pdf)
- Razafindratsima N. (1997), *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997*, MADIO, INSTAT, Antananarivo.
- Razafindratsima N. (2005), *Les solidarités privées dans l'agglomération d'Antananarivo (Madagascar) en 1997 : famangiana (visites), cohabitation, entraide financière et matérielle*, Thèse pour l'obtention du doctorat de sciences économiques, Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- Remy J. (1975), « Espace et théorie sociologique. Problématique de recherche », *Recherches sociologiques*, vol. VI, n°3, pp.279-293.
- Roubaud F. (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Paris L'Harmattan.
- Sarason B., Pierce G., et Sarason I. (1990), « Social Support : The Sense of Acceptance and the Role of Relationships, in Sarason B., Sarason I., et Pierce G. (Eds.), *Social Support. An Interactional View*, New York, John Wiley & Sons, pp. 97-128.
- Simmel G. (1903), « Métropoles et mentalités » in Y. Grafmeyer et I. Joseph, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine (1979)*, Réed 2004, Champs Flammarion, p.61-77.
- Suttles G.D. (1973), *The Social Construction of Communities*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Thomas W.I. et Znaniecki F. (1916), *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*, Nathan, 1998.
- Vennetier P. (1999), « Antananarivo », *Encyclopædia Universalis*.
- Wellman B., Leighton B. (1981), « Réseau, quartier et communauté. Préliminaire à l'étude de la question communautaire », *Espaces et sociétés*, n°38-39, pp. 111-133.
- Wieviorka M. (1993), « Le sas et la nasse » in J. Roman, *Ville, exclusion et citoyenneté. Entretiens de la ville II*, Paris, éditions Esprit, pp. 191-203.
- Wilson W.J. (1987), *The Truly Disadvantaged*, Chicago, Chicago University Press.